

l'assassinat du roi Faisal et les derniers soubresauts de la guerre en Indochine, pour n'évoquer que deux des plus récents. Pourtant, dans une société démocratique, il faut convaincre le public de fureter derrière les manchettes, comme le fait l'ICAI, de chercher à comprendre les données véritables des problèmes internationaux et, par conséquent, la logique et les mobiles de la politique étrangère de leur gouvernement. Voilà pourquoi j'attache la plus grande importance à l'activité d'organismes volontaires comme l'Institut canadien des affaires internationales. Votre institut a fait beaucoup jusqu'ici pour promouvoir l'analyse raisonnée, la compréhension et la discussion des questions de politique étrangère; j'espère que votre activité ira en s'intensifiant et parviendra à rejoindre un éventail plus large de l'opinion publique.

J'ai fait allusion en badinant, un peu plus tôt, à la nécessité de répartir plus équitablement les richesses au Canada; mais il est bien davantage nécessaire aujourd'hui d'en arriver à une meilleure répartition des avantages économiques à l'échelle planétaire et d'y arriver d'une manière efficace et ordonnée, par le truchement de la coopération internationale: cela pour permettre aux pays pauvres d'accélérer leur développement économique et social et d'élever le niveau de vie de leurs peuples au delà du seuil de la simple subsistance, tout en évitant un affrontement qui pourrait imposer des sérieuses difficultés économiques aux pays riches -- ce petit groupe de sociétés industrialisées qui sont la source principale des équipements et de la technologie dont le Tiers-Monde a si grand besoin. C'est à cela que se résume, au bout du compte, la revendication d'un nouvel ordre économique international formulée par les pays en voie de développement, lors de la dernière session spéciale des Nations Unies; et c'est un des plus grands défis jamais lancés par l'histoire.

Le Gouvernement du Canada a accepté de relever ce défi. Comme le Premier Ministre le déclarait à Londres,